

Si mineurs

LES ENFANTS
MIGRANTS
AU QUOTIDIEN

2/3



Le Ligueur et le CIRÉ vous proposent quatre portraits de jeunes migrants. Quatre histoires personnelles avec chaque fois une évocation de ceux, de celles qui ont aidé ces jeunes au cours de leur parcours migratoire.

Elena Sofia (11 ans) et **Ferney** (13 ans) sont Colombiens et sans-papiers. Hier, ces deux enfants vivaient à Bogota. Aujourd'hui, ils sont scolarisés à Bruxelles et s'y sentent en sécurité. Mais leur vie sociale est réduite et les soins médicaux restent un luxe. Pour demain, ils n'ont qu'un seul rêve : voir la situation de leurs parents régularisée, vivre enfin « normalement ».

“Je voudrais que mes parents soient heureux”

Le terme de sans-papiers est devenu tellement banal qu'on en oublie ce qu'il implique au quotidien. Chez des enfants par exemple. Ferney, 13 ans, Elena Sofia, 11 ans, et leur petite sœur Joly Daniela, 1 an, nous racontent. Se racontent. Et à travers eux, les difficultés que cette situation administrative implique sur la vie de mineurs qui ne demandent rien d'autre que de vivre un peu en paix.

Par YVES-MARIE VILAIN-LEPAGE

Bruxelles, un samedi après-midi où chacun vit dans la peur d'un confinement immédiat. À l'ombre de l'austère quartier européen, nous avons rendez-vous dans les quartiers populaires de la capitale. Saint-Josse-Ten-Noode, la commune la plus densément peuplée de la ville, souffre d'un décor automnal morose. Je viens de laisser ma fille de 10 ans pour un goûter d'anniversaire dans un lieu de fête où les enfants sont traités comme des rois par une armada d'animateurs et d'animatrices. J'ai quelques heures pour aller à la rencontre de la famille de Nataly, Juan Paolo et de leurs trois enfants. Ils ne peuvent rien faire faute de papiers. Aucune activité. Peu de sorties. Ce qui ne les empêche pas de déborder d'une humanité rare.

© Toutes les photos par Annemiek Hofer sauf la photo de Romina p. 5



Pas un objet, une recette.

Plus que cela encore, une tradition familiale. Elle vient de la grand-mère de Juan Paolo, qu'elle lui a dicté geste par geste au téléphone. Peu loquace pendant toute l'interview, il s'est illuminé au moment d'expliquer à Annemiek, notre photographe, comment se passe l'élaboration du plat plus que copieux. Les tamales? Du riz, des légumes, du poulet et du porc, le tout cuit dans des feuilles de bananier. « Riquisimo ». C'est aussi un moyen de subsistance puisque le couple les vend à tout un réseau amical pour survivre.

Bogota-Saint-Josse

L'accueil est empoté, mais chaleureux. Ils racontent leur histoire volontiers. On ne les sent jamais embêtés ni résignés. D'ailleurs, quand on leur demande s'ils regrettent d'avoir tout quitté pour la Belgique, ils répondent : « *Jamais. Nous savons pourquoi nous sommes ici. Bogota est une ville où règne l'insécurité. Nous n'y avons aucun avenir* ».

Le mot « avenir » revient souvent dans leur récit. Qu'ont-ils quitté et comment? Tout commence il y a vingt ans. C'est la grand-mère, la maman de Nataly, qui quitte sa Colombie natale en plusieurs étapes, avant de poser ses bagages un peu par hasard à Bruxelles.

Elle obtient vite un boulot au noir et réussit au bout de quelques années à obtenir des papiers grâce au soutien de l'église du Béguinage qu'il l'a hébergée parce qu'elle se laissait mourir de faim. Après plusieurs années loin des siens, elle rentre retrouver sa famille en Colombie. Ses six enfants lui manquent et elle n'a pas vu naître ses petits-enfants. Voyant que la situation du pays s'est encore détériorée depuis son absence, constatant l'insécurité croissante, elle convainc les siens : ils doivent la rejoindre en Belgique pour construire une vie plus apaisée.

Juan Paolo et Nataly doivent mettre leurs enfants à l'abri. Laisant son mari qu'elle espère retrouver vite, Nataly fonce. Elle part en éclairieuse, avec ses deux petits âgés de 5 et 7 ans. Un long voyage. Ils atterrissent aux Pays-Bas avec l'espoir d'un nouvel avenir.

Nataly et sa maman espèrent que les choses vont vite s'arranger et qu'elle pourra obtenir des papiers rapidement pour faire venir son mari. Mais tout prend plus de temps et est plus décourageant que prévu. Le petit clan s'installe dans le même immeuble que la maman de Nataly. Très vite, le système D s'enclenche. Notre maman multiplie les petits boulots : femme de ménage, revendeuse de parfum à la sauvette, petits travaux de couture. Elle est prête à tout pour offrir le meilleur aux siens et prendre un nouveau départ.

“ Je ne peux pas faire du sport parce que je ne peux m'inscrire nulle part ”



Sans papiers, pas sans espoir

Hélas, ce qui devait être temporaire dure. Deux ans loin de son mari. À élever ses enfants et à se débrouiller comme elle peut au jour le jour. Les petits supportent mal de vivre loin de leur père. Il est temps de faire venir Juan Pablo, dit Pancho. L'homme transite par Madrid où il échappe de peu à un contrôle qui aurait pu l'éloigner des siens pendant des années. Il se remémore cet épisode avec une expression d'effroi. Il ne veut plus y penser. D'ailleurs, on sent bien que la famille refuse de regarder dans le rétroviseur.

Les épreuves qu'ils traversent, la précarité, l'incertitude, autant de batailles pour leurs enfants, donc d'épreuves qui font sens. Ils redisent – comme pour ne pas oublier – combien Bogota est éminemment dangereuse. Les trafics en tous genres, la corruption généralisée, les morts, les règlements de compte. Ils n'y remettront les pieds sous aucun prétexte. Même si le présent est parsemé de points d'interrogation.

Aujourd'hui, les petits mènent une scolarité dans les établissements environnants. Ferney est en 1^{re} secondaire, il a bien failli ne pas être inscrit dans son école faute de papiers. L'école a accepté au dernier moment.

(suite en page 18)

Une chance. Elena Sofia travaille bien, mais a été la cible de sa maîtresse à son arrivée. « *Elle me criait dessus sans arrêt. Elle n'aimait pas que je ne comprenne pas sa langue* », observe-t-elle avec un mignon petit sourire dénué de toute rancœur.

Soulager les parents

Parents et enfants se sentent ici chez eux. Mais souffrent l'un et l'autre d'un manque d'activité. « *Je ne peux pas faire de sport parce que je ne peux m'inscrire nulle part et que l'on n'a pas d'argent*, explique Ferney. *J'ai beaucoup d'acné et des problèmes d'allergie au gel hydroalcoolique, mais on ne peut pas aller à l'hôpital parce qu'on ne peut pas se payer de mutuelle* ».

L'ado est un bon petit garçon. Qui traduit tout pour ses parents et s'occupe de ses sœurs quand ses parents travaillent. Il est une béquille essentielle à l'équilibre de sa famille. On sent qu'il prend beaucoup sur lui, sans rechigner. Qu'il a cette sagesse inouïe d'un jeune qui a grandi trop vite à cause de responsabilités quotidiennes qu'un enfant de son âge ne devrait pas endosser.

Et quand on fait le tour du clan en leur demandant ce qu'ils voudraient comme avenir, on est frappé par le réalisme et la sagesse dont les deux enfants font preuve. Ils ont d'ailleurs la même réponse : « *Je voudrais que mes parents soient heureux. Qu'on obtienne ces papiers pour les soulager* ». Les soulager ? Les parents ne demandent pas grand-chose. Un emploi dans la mécanique pour le père. Une bonne mutuelle pour la maman. Ni plus ni moins.

Nous sommes face une famille qui a fui la peur pour aspirer aux petits bonheurs simples qu'offre une société en paix. Est-ce beaucoup demander pour des parents dans ce monde en 2020 ? Ils terminent avec une doléance. La même que l'on a pu observer jusqu'ici chez tous nos intervenant·e·s pour Si Mineurs. Une pensée pour les citoyennes et les citoyens qui les accueillent sur leurs terres. « *Dites bien aux parents de Belgique qu'on ne vient voler personne. Que nous sommes honnêtes. Que nous ne voulons de mal à personne. On veut juste un avenir. Pour toute notre famille* ». ♦



“ En se sacrifier

Chilienne, Romina, 39 ans, est membre du Comité latino-américain pour la régularisation. Elle nous parle des spécificités de cette immigration : une immigration économique, féminine et pourvoyeuse de nounous et d'aide-ménagères au sein des familles belges.

Par JULIE LUONG

Qui sont les migrants latino-américains ?



Ce sont généralement les femmes qui arrivent en premier. Elles sont parfois rejointes ensuite par le mari, le plus jeune enfant, puis un autre enfant, etc. Et comme les enfants ne peuvent pas venir seuls, ils viennent

avec un cousin, une tante...

C'est une immigration souvent familiale. Les femmes arrivent en Belgique parce qu'elles connaissent quelqu'un qui va pouvoir les renseigner pour un travail. Mais en général, leur priorité, c'est l'Espagne, à cause de la langue mais aussi parce que c'est moins compliqué d'y obtenir des papiers qu'en Belgique.

Qu'est-ce qui pousse les latino-américains à partir ?

En Amérique latine, des révoltes sont en train d'éclater un peu partout. Il n'y a que des riches et des pauvres, la classe moyenne n'existe pas. Par conséquent, nos droits de base comme l'accès à l'éducation ou même à l'alimentation ne sont pas garantis.

Amérique latine, est une valeur”

J’ai étudié le cinéma et l’audio-visuel et beaucoup des femmes latinos que je connais ont un diplôme d’infirmière, d’éducatrice... Mais la réalité est que pour aller travailler, chez nous, il faut souvent faire deux heures de trajet aller et deux heures de trajet retour. Tout ça pour gagner très très peu d’argent. En Amérique latine, se sacrifier est une valeur. Aller travailler même quand on est malade, c’est perçu comme du courage. On vous félicite.

Mes parents ont vécu comme ça : ils se sont tués au travail toute leur vie et ne vivent pas mieux maintenant. La mentalité commence seulement à changer. On commence seulement à considérer que c’est révoltant. Ici, même si je n’ai pas

de papiers, même si je ne peux pas faire de projets à long terme, même si j’ai un tout petit appartement, j’ai une meilleure qualité de vie. L’école de mon fils est à dix minutes de chez moi. Je peux aller travailler en une demi-heure.

Dans quels secteurs travaillent les sans-papiers latino-américains ?

La plupart des femmes s’occupent des enfants ou font le ménage – souvent les deux – dans des familles belges. Certaines sont mêmes internes comme on dit, c’est-à-dire qu’elles sont logées dans les familles. Les hommes aussi peuvent trouver du travail dans les familles, comme jardinier, homme à tout faire. Et il existe aussi un marché du travail dans la prostitution.

Quelle est votre place au sein de la Coordination nationale de sans-papiers ?

Elle est particulière, dans le sens où nous trouvons plus facilement du travail. Nous ne sommes pas perçus comme une menace pour la société. Nous souffrons moins des préjugés racistes.

Quand il m’est arrivé de donner les coordonnées d’une femme africaine à une famille où je ne pouvais pas rester, jamais ils ne l’ont appelée... Ils vont dire que les Africaines ne font pas bien le ménage, qu’elles ne lavent pas les sols correctement parce que chez elles c’est de la terre battue...

Les stéréotypes nous posent aussi problème à nous, latinos, en tant que militantes. Par exemple, comme on travaille,

“L’immigration latino arrange tout le monde”

on est souvent moins disponible pour manifester et les autres sans-papiers nous le reprochent : ils nous demandent pourquoi on milite puisqu’on a du travail... La discrimination se manifeste aussi à ce niveau.

Avez-vous l’impression que l’immigration latino-américaine est invisibilisée ?

Oui, d’abord parce que nous ne remplissons aucun des critères pour être régularisés. Chez nous, il n’y a pas la guerre, pas de mariages forcés, pas d’excisions, seulement une très grande précarité. Ensuite, nous participons à la vie sociale, économique du pays. Aujourd’hui, les femmes européennes peuvent travailler à l’extérieur mais le besoin de quelqu’un qui reste à la maison



pour s’occuper des enfants et faire le ménage n’a pas disparu. Or, même si c’est triste à dire, ce marché du travail reste féminin. Nous sommes bien souvent des mères célibataires qui nous occupons des enfants des autres et qui devons aussi nous occuper de nos propres enfants. L’immigration latino arrange tout le monde... Par ailleurs, l’invisibilisation est aussi liée à la médiatisation des migrants latinos vers les États-Unis. Or, pour beaucoup de latinos, le choix entre l’Europe et les États-Unis se pose.

Quelles sont les répercussions de la crise sanitaire sur les sans-papiers latino-américains ?

Beaucoup de femmes qui travaillent dans les familles ont peur d’être contaminées mais, plus que tout, de perdre leur travail. Dans la rue, nous avons davantage peur des contrôles. Les policiers sont partout et pour nous, ce n’est pas du tout rassurant. J’ai aussi la sensation que cette crise fait reculer une fois de plus l’espoir d’une régularisation. C’est comme si tous les autres combats s’arrêtaient. ◆

Témoignages

La (très) difficile régularisation des sans-papiers

Si Elena, la grand-mère de Ferney et d'Elena Sofia, a pu être régularisée, ce n'est pas encore le cas du reste de sa famille. Pour Pierre Robert, leur avocat, qui se bat pour que leur dossier aboutisse, l'histoire des Sanchez ressemble à des milliers d'autres.

Par GRÉGOIRE COMHAIRE



“La régularisation, c'est un peu le fait du prince”

juillet 2019. Deux ans et demi de procédure donc, pour aboutir à un échec. Le parcours semé d'embûches de nombreux sans-papiers comme Nataly, qui tentent d'obtenir une existence légale sur le sol belge.

Une nouvelle demande de regroupement familial est introduite, une fois encore, auprès de l'Office des étrangers mais elle rejetée une nouvelle fois sur le fond au début de cette année. Si Nataly veut espérer obtenir un titre de séjour en Belgique, ce ne sera donc pas par le biais du regroupement familial. Mais cela ne veut pas dire que tous les espoirs sont perdus.

« Au niveau juridique, la question du regroupement familial est tranchée. Mais cela n'empêche pas d'envisager le dossier de cette famille sous d'autres aspects » poursuit

Pierre Robert. Une régularisation humanitaire est toujours possible, même si ce type de procé-

dure est souvent long et, si l'issue peut s'avérer aléatoire.

L'article 9 bis de la loi des étrangers prévoit en effet la possibilité d'introduire une demande de séjour, auprès du bourgmestre de sa commune de résidence, « lors de circonstances exceptionnelles ». La notion de « circonstances exceptionnelles » n'est toutefois pas précisée, ce qui laisse une grande marge d'interprétation à l'administration de l'Office des étrangers. Selon son avocat, Nataly pourrait invoquer ces circonstances exceptionnelles dans sa situation.

« En tenant compte de la scolarité des enfants et de la fermeture des frontières, il y a des arguments recevables » dit-il. La pandémie a, en effet, considérablement changé la donne au niveau du contexte international. Impossible de voyager comme avant. Entre mars et juin, il a même été interdit de sortir du pays. « On interdit aux gens de sortir du pays mais curieusement, on continue de délivrer des ordres de quitter le territoire » s'étonne Pierre Robert.

Pierre Robert est l'avocat de Nataly. En février 2017, c'est lui qui introduit la première demande de regroupement familial pour elle auprès de l'Office des étrangers. En tant que fille majeure d'une citoyenne belge, elle peut en effet prétendre à ce droit, à condition de pouvoir prouver qu'elle est à charge de sa mère au moment de la demande.

« Nous avons apporté toutes les preuves pour appuyer le dossier » explique maître Robert. « Malheureusement, l'Office des étrangers a rejeté cette demande, arguant notamment qu'il manquait des pièces et le dossier n'était pas complet ». Un recours est alors introduit au Conseil de contentieux des étrangers. Il sera rejeté, lui aussi, en



“Être Belge n’a pas aidé ma famille”

Elena, la mère de Nataly, est en Belgique depuis 20 ans maintenant. Après 8 ans de séjour illégal, où elle n’a jamais cessé de travailler, elle a bénéficié d’une régularisation exceptionnelle après une grève de la faim particulièrement éprouvante.

Cette épreuve lui a fait perdre près de 14 kilos! « *Mais quand il faut, il faut* » raconte-t-elle. Aujourd’hui Belge, Elena aurait espéré que sa naturalisation lui permette de mieux aider sa fille et ses petits-enfants, quand ils les ont rejoint en Belgique. « *À quoi ça m’a servi?* » se lamente-t-elle. « *J’ai eu beau prouver qu’elle était à ma charge, ça n’a servi à rien* ».

Dans les premières années déjà, la famille – restée en Colombie – dépendait d’Elena financièrement. « *Je travaillais énormément, je leur envoyais de l’argent* ». Et encore aujourd’hui, il lui faut parfois aider sa fille à terminer les fins de mois. « *C’était des années très difficiles* » se souvient-elle « *mais je ne le regrette pas pour autant car c’était devenu invivable pour moi en Colombie. J’ai souffert terriblement là-bas. Malgré toutes les difficultés auxquelles nous devons faire face ici, la vie est meilleure en Belgique que celle que nous avons là-bas* ».

Malgré les déconvenues administratives, Elena continue de croire que des jours meilleurs sont possibles pour Natalia et ses petits-enfants. « *Un jour on m’a tendu la main, j’aimerais qu’il arrive la même chose à ma fille* » dit-elle. « *Je n’ai pas perdu espoir que les choses trouvent une solution.* » (G.C)

Certains pays européens ont déjà franchi le pas d’offrir une régularisation exceptionnelle aux travailleurs sans-papiers, présent sur leur territoire, en raison de la pandémie. C’est le cas du Portugal. Une réflexion est en cours, en Belgique, à ce sujet également mais cela reste un sujet complexe politiquement parlant.

La dernière grande régularisation date de 2000. Rien de tel depuis lors, et la régularisation humanitaire sur base de l’article 9 bis, « *c’est un peu le fait du prince* » explique l’avocat.

En cela, la situation de Natalia n’est pas très différente de celle de milliers d’autres. Chaque année, en Belgique, ils sont plusieurs centaines – de toutes nationalités – à invoquer les « *circonstances exceptionnelles* » pour tenter d’obtenir une régularisation. ◆